



3^{ème} CONFERENCE MONDIALE DES PRESIDENTS DE PARLEMENT

Nations Unies, Genève, 19-21 juillet 2010



20 juillet 2010

PRESENTATION DES RAPPORTS SUR LES REUNIONS-DEBATS

a) **COMPTE A REBOURS POUR 2015 : TENIR NOTRE PROMESSE COMMUNE SUR LES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT**

Rapporteuse : Mme Meira Kumar, Présidente de la Chambre du peuple de l'Inde

Après avoir interrogé nos experts, nous avons eu un débat des plus vivants, sans présentations formelles. L'assistance était nombreuse et les interventions, de grande qualité. On trouvera ci-après un résumé succinct de ces échanges.

Des progrès tangibles ont été mesurés en ce qui concerne les OMD. Suffisamment pour justifier d'être plus optimistes que nous ne l'étions auparavant. Les chiffres ne sont pas tout. Les cas pris un à un montrent que les OMD sont parfaitement réalisables s'il y a une volonté politique suffisante et si les gouvernements font preuve d'un véritable leadership. En renforçant les investissements sociaux d'une simple fraction du PIB, par exemple, même certains pays parmi les plus pauvres peuvent assurer l'enseignement primaire ainsi que d'autres services essentiels à leurs citoyens. C'est le travail des parlements que de veiller à ce que les bonnes décisions soient prises et suivies d'effet.

Toutefois, il reste également de nombreux problèmes, dont certains ont pris de l'ampleur et se sont faits plus urgents avec la crise économique et financière mondiale. Les Etats fragiles qui sortent d'un génocide ou sont la cible du terrorisme s'en trouvent encore affaiblis. Il faut en effet des gouvernements et des institutions stables pour que le développement puisse s'installer et avoir un parlement opérant.

Lorsque l'on participe à l'élaboration des politiques en rapport avec les OMD et à leur contrôle, il est important de garder à l'esprit qu'il n'y a pas de solution uniforme : les OMD doivent être adaptés aux réalités locales et aux besoins de développement de chaque pays. Dans certains cas, il est plus important de mettre l'accent sur les progrès accomplis que sur les résultats absolus.

L'aide est importante pour la réalisation des OMD, même si elle ne représente au final qu'une part infime des besoins de financement de la plupart des pays. Les ressources internes sont plus importantes. Il faut aussi que les règles du commerce international changent. Les conditions qui régissent le commerce jouent encore contre les intérêts des pays en développement et les subventions et la réglementation injustes appliquées par les pays industrialisés limitent les exportations potentielles d'économies plus faibles.

Quoi qu'il en soit, l'aide doit être plus efficace. On ne compte pas les récits de gaspillage et de frais généraux dispendieux. Il faut demander des comptes aux ONG, et pas uniquement aux gouvernements, sur leur action en faveur du développement et sur les dépenses qui ne correspondent pas nécessairement aux programmes de développement nationaux. Il faut que l'aide prenne davantage la forme d'un appui budgétaire, ce qui n'est pas non plus la panacée, tant que les systèmes de gouvernement ne sont pas considérablement améliorés.

La coopération Sud-Sud peut aussi contribuer à la réalisation des OMD. Les pays en développement qui accèdent au statut de pays développés étant de plus en plus nombreux, ils devraient faire profiter les autres pays en développement de leur région de leur expérience. Parallèlement, les nouveaux donateurs du Sud devraient s'abstenir de créer de nouveaux mécanismes bilatéraux de financement et, au contraire, injecter de l'argent dans le système multilatéral. Cela éviterait des gaspillages, réduirait les coûts de transaction et éviterait la fragmentation de l'aide.

Enfin, les conditions excessives auxquelles sont soumises les politiques posent problème dans de nombreux pays. La bonne gouvernance demeure essentielle pour la réalisation des OMD. La corruption en particulier continue à obérer les fonds prévus pour le développement et à entamer la confiance que citoyens et donateurs placent dans les institutions. Inversement, il apparaît que la bonne gouvernance est associée à des résultats positifs en matière de développement.

Pour ce qui est de la manière dont les parlements peuvent intégrer les OMD, il y a plusieurs approches et modèles. Quelle que soit la voie que le Parlement choisit, il est important de soutenir ses efforts par un renforcement des capacités. Les Parlements doivent aussi établir des relations plus étroites avec les institutions internationales telles que la Banque mondiale, demander davantage de transparence de la part de leurs gouvernements quant aux décisions qu'ils prennent au Conseil d'administration de la Banque mondiale. Enfin, ils doivent contrôler de manière proactive les accords passés entre les gouvernements et la Banque mondiale.